

A Champs-sur-Marne, victoire de la laïcité et des valeurs républicaines

La France est une république indivisible, laïque, démocratique et sociale. Chacun d'entre nous devrait connaître par coeur l'article 1^{er} de notre constitution. Il y a moins d'un an ,11 mois plus exactement, j'aurai été incapable de dire cela mais il faut savoir que les valeurs essentielles de notre vie se trouvent là . Le 23 février 2007, une mosquée salafiste ouvrait ses portes, en toute illégalité, dans notre quartier, quartier d'une ville sans importance. Nous vivons à Champs sur Marne et cette commune ne tombera pas dans l'oubli de sitôt. En effet ce jour-là , sous les regards médusés des habitants, des salafistes, en tenue traditionnelle (kamis et burkas) inauguraient un local de culte clandestin, local acquis pour en faire des bureaux. Mais au lieu de faire des bureaux, comme les nouveaux propriétaires s'y étaient engagés, le local abritait une mosquée clandestine et une école coranique. Les personnes qui venaient dans ce local, étaient pour la plupart, extérieures à notre commune. Notre lieu de vie était quadrillé par des sbires qui surveillaient les riverains les jours de prière. Des allées et venues incessantes de salafistes , de 5 h du matin à minuit ,des regards hostiles envers les femmes ,des sourires engageants envers les enfants, tel était notre quotidien. Les habitants du quartier, stupéfaits et abasourdis, voulaient absolument faire « quelque chose » pour que cesse cette situation intolérable. Pour certains, ce quelque chose se traduisit par des appels téléphoniques auprès de la mairie, du député, du commissariat, de la sous-préfecture, de la préfecture. Pour d'autres, ce fut des courriers. Chacun dans son coin essayait de crier son indignation, son refus de voir s'installer le communautarisme, son inquiétude pour les enfants! Nous vîmes aussi des

personnes, se sentant totalement impuissantes, se cacher derrière leurs rideaux en se disant que la situation était désespérée et qu'il n'y avait rien à faire. Pour eux, la seule solution était de fermer leur porte à clef.

Tous se demandaient : mais que faire pour être entendus ?

Plusieurs contacts furent pris avec la presse, mais nous étions en pleine campagne électorale présidentielle et la vie de citoyens lambda était moins intéressante que le débat politique d'alors. Pas d'émeutes dans notre quartier, pas de violence, bref rien de sensationnel. Seuls deux journalistes, Mohamed SIFAOUÏ et Jean LOUIS du Parisien comprirent nos préoccupations et vinrent dans notre quartier pour juger par eux-mêmes de la situation. Chacun d'entre eux prit la mesure de ce que nous vivions. Par des articles dans le Parisien, une enquête dans Marianne le 24 mars 2008, une émission télévisée diffusée sur Arte le 28 août 2008, ces deux journalistes se firent l'écho de notre quartier, suivirent et suivent toujours l'affaire de près. Des enregistrements effectués confirmèrent la nature subversive des occupants de la mosquée. Quelques habitants du quartier, les plus téméraires, les plus attachés aux valeurs républicaines, décidèrent de s'organiser en collectif. Lorsque l'on porte atteinte à sa liberté, l'homme, aussi modeste soit-il, est capable de réagir et de se défendre. Pas d'actes violents, pas d'insultes mais des réunions où la marche à suivre était décidée et mise en oeuvre. Pétitions, démarches auprès de la mairie, interventions dans les rencontres publiques avec le député, tous les recours dont nous pouvions nous servir étaient utilisés. Telles des fourmis laborieuses, tous et toutes participions à la hauteur de nos moyens. Messages via internet, participation à des débats, présence effective de membres du collectif lors de moments forts tels que le procès, la réunion en sous-préfecture, la rencontre chez le Préfet et rappel incessant de nos valeurs. A chaque manifestation

publique du collectif, les personnes désignées étaient différentes, ainsi nous avons montré que c'était un quartier entier qui était mobilisé mais pas uniquement quelques individualités. Certains pessimistes prédisaient que la situation du quartier durerait plusieurs années, qu'on ne n'en sortirait jamais car les personnes de la mosquée étaient propriétaires, que l'on ne pouvait rien faire face à ces islamistes !. Ils étaient propriétaires, certes, mais au sein d'une co-propriété. Qui dit co-propriété dit droits mais aussi devoirs. L'islamisme radical fait peur mais n'est nullement invincible. La cohésion de notre collectif et sa seule ligne de conduite étaient la défense de la laïcité, le respect de la loi par chacun. Jamais les différentes appartenances politiques ne furent prises en compte. Jamais les différences religieuses ne furent évoquées. Notre seul point commun : faire un front républicain et laïque face à l'obscurantisme et les dangers qu'il génère. Pas de dérapage intempestif, sauf une fois où l'un d'entre nous a glissé dangereusement vers la xénophobie. Aussitôt quelques personnes ont repris les choses en main en tançant vertement cet individu qui a cessé ses insinuations fort malvenues. Le ciment de notre collectif, en dehors de notre détermination, fut la rédaction d'un bulletin d'information électronique quasi-hebdomadaire. Toute information recueillie était communiquée à chaque fois aux différents protagonistes (membre du collectif, maire, député, préfet). Une autre façon de fédérer les habitants du quartier fut l'organisation itérative de « pot républicain et laïque » au cours desquels les autorités étaient conviées de façon systématique. Ainsi les représentants élus se rendaient compte de la mobilisation et de la détermination des citoyens de base.

Cet engagement républicain a fini par être productif

D'une part Mme Maud TALLET, maire PCF de notre commune, a poursuivi en justice la SCI propriétaire et occupant les

locaux. A ce jour les dits propriétaires ont été condamnés le 18 juillet 2007 par le Tribunal Correctionnel de Meaux. D'autre part Mme Chantal BRUNEL, député UMP de notre circonscription, a posé une question orale à l'Assemblée Nationale sur le sujet le 2 octobre 2007. Aujourd'hui 25 janvier 2008, le quartier a vu avec délice un panneau « A Vendre » sur les fenêtres de la mosquée clandestine. Téléphone, internet la nouvelle fut bien vite communiquée et un sentiment de victoire s'empare de tout le quartier. Evidement nous allons organiser un grand pot laïque et républicain pour célébrer l'événement. Une seule leçon à retenir de ces 11 mois, en France, les citoyens ont encore la parole s'ils se donnent les moyens de la prendre et savent défendre leurs valeurs essentielles. L'individualisme forcené n'est pas encore et ne doit pas devenir la seule règle de conduite. Pour nous dans notre quartier, pas de communautarisme mais des communautés qui vivent ensemble. Pas de religion unique et totalitariste, mais des convictions religieuses personnelles qui demeurent dans la sphère privée. Pas de sectarisme politique, mais une union face à l'extrémisme religieux. Pas de toilettage de la loi de 1905. Pas de laïcité positive, mais la laïcité. Aujourd'hui, j'appartiens à un quartier dont tous les habitants peuvent être fiers d'eux et qui se revendiquent d'un état français républicain, démocratique, laïque et social.

Le 25 janvier 2008

Marie-José LETAILLEUR Présidente de l'UFAL de Champs sur Marne.